

Paris le 19 mars 2010

Réponse de Direct Energie à la consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie sur le développement de capacités fermes de transport de gaz naturel de la France vers la Belgique.

***Q1** Pour vous, la mise en place de capacités fermes physiques de la France vers la Belgique par le biais de la création d'un nouveau point d'interconnexion présente-t-elle un intérêt ?*

Nous estimons que la mise à disposition de capacités de sortie vers la Belgique peut représenter un intérêt pour les acteurs de marché en général et indirectement pour Direct Energie à travers une fluidification de l'ensemble du marché gazier Français.

Détenir des capacités fermes de sortie de gaz vers la Belgique offrirait aux expéditeurs qui détiennent des capacités de regazéification (Montoir, Fos, Dunkerque) ou de gaz aux PEG de transporter tout ou partie de leurs volumes vers l'une des principales places de marché liquides en Europe continentale.

Nous pensons également que des capacités fermes de sortie pourraient contribuer à une augmentation des souscriptions et des flux sur la liaison GRTgaz dans le sens S→N et ainsi réduire la congestion dans le sens contraire.

Direct Energie estime toutefois qu'il est nécessaire de déterminer quelle seraient les quantités fermes susceptibles d'être mises sur le marché à travers des engagements de flux de la part des expéditeurs avant toute étude ou création de nouvelles capacités physiques.

***Q2** Que pensez-vous des produits de capacité de sortie au point d'interconnexion de Veurne envisagés dans l'Open Season entre la France et la Belgique ?*

La création de produits différenciés qui ne sont pas accessibles à tous les participants, et sont dans une certaine mesure exclusifs, pose des problèmes d'allocation auxquels Direct Energie sera vigilant. Nous estimons souhaitable que la part la plus large possible des capacités fermes offertes prenne la forme de capacités fermes entre le PEG Nord de GRTgaz et la place de marché de Zeebrugge. Nous ne sommes pas opposés à ce que d'éventuels détenteurs de capacités sur le terminal de Dunkerque LNG puissent bénéficier d'un accès à des capacités conditionnelles.

***Q3** Que pensez-vous de l'application d'un terme tarifaire de proximité pour les expéditeurs acheminant du gaz vers la nouvelle interconnexion de Veurne depuis le PIR Dunkerque ou le terminal méthanier de Dunkerque LNG ?*

Nous sommes opposés à la mise en place d'un tarif de proximité pour les expéditeurs acheminant du gaz vers la nouvelle interconnexion.

Selon notre analyse, le tarif de proximité a été instauré avec pour objectif d'offrir à GRTgaz la possibilité d'interrompre l'alimentation de grands sites consommateurs (ex. CCG) situés à moins de 50Km des interconnexions et non d'offrir une réduction tarifaire à des expéditeurs qui importeraient du gaz aux PIR ou aux PITTM pour alimenter le marché en général.

De plus, nous estimons que la mise en place d'un tarif de proximité vers l'interconnexion de Veurne risquerait de détourner des PEG français des volumes de gaz qui auraient été susceptibles d'y accroître la liquidité.

De manière générale, nous estimons injustifié d'instaurer une différenciation dans la compétitivité entre les volumes de gaz remontant vers la Belgique à partir du PIR Dunkerque (ou d'un éventuel PITTM) et les volumes qui remonteraient à partir du sud, par une tarification de proximité ou conditionnelle.

Nous estimons par ailleurs que l'absence d'une tarification de proximité sera bénéfique à l'ensemble des expéditeurs actifs en France car elle apportera une amélioration à l'économie du projet à l'heure où sera effectué le market test.

Q4 *Que pensez-vous de la différence de tarification pour les capacités fermes et les capacités conditionnelles ?*

Voir notre réponse à la question 3.

Q5 *Etes-vous favorable à la tarification envisagée concernant les capacités développées grâce à la station de désodorisation à Taisnières H ?*

Nous sommes opposés au développement de capacités de désodorisation. Bien que s'agissant d'une concession demandée par la commission suite à la fusion GDF-Suez, nous estimons qu'il s'agit d'une infrastructure inadaptée à i) toute logique physique (odoriser puis faire chemin inverse) et ii) à toute logique économique du marché (faire payer l'odorisation puis refaire payer une désodorisation). Un tel outil nous semble également faire double emploi avec la création d'un nouveau point d'interconnexion, de capacité supérieure et de coût potentiellement inférieur.

Q6 *Voyez-vous un intérêt à la fixation d'un quota de capacités de court terme au point d'interconnexion de Veurne ?*

Dans le cas où la décision de construire le PIR Veurne serait prise, nous serions favorables à un maintien de 20% des capacités pour une souscription à court terme comme cela est déjà le cas sur d'autres infrastructures de GRTgaz.

Q7 *Que pensez-vous du déroulement envisagé pour l'Open Season ?*

Nous estimons qu'il est actuellement encore trop tôt pour lancer l'open season. A notre avis il ne serait pas souhaitable de lancer une telle open season avant : i) une étude approfondie des possibilités offertes (volumes & coûts) sous forme de rebours ferme à Taisnières H, ii) une meilleure visibilité sur la réalisation et les délais du terminal méthanier EDF de Dunkerque.

Nous ne serions pas opposés à ce qu'une date limite de lancement soit définie pour l'open season dans le cas où la visibilité évoquée au i et ii n'aurait pas évolué d'ici là (par exemple septembre 2010 pour la phase non engageante et fin novembre 2010 pour la phase engageante).

Q8 *Que pensez-vous des durées d'engagements qui pourraient être demandées au marché ?*

Nous estimons souhaitable que les engagements de souscription de capacités bénéficiant du même niveau de priorité ne soient pas trop longs. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un processus strictement comparable, nous estimons que la période de 5 ans retenue lors de l'allocation des capacités sur le PIR Obergailbach et en amont correspondait bien aux attentes des expéditeurs.

|

Q9 *Que pensez-vous du calendrier envisagé ?*

Voir notre réponse à la question 8.

Q10 *Selon vous, la mise en place de capacités « rebours fermes » de la France vers la Belgique grâce à des mécanismes de type « engagement de flux » présente-t-elle un intérêt par rapport aux capacités rebours existantes ?*

Nous estimons que des mécanismes d'engagements de flux doivent faire partie intégrante du système gazier Français et Européen.

Pour mémoire Direct Energie avait déjà soutenu le projet de fusion des zones GRTgaz Nord et GRTgaz Sud dans le cadre de la concertation sur la structure contractuelle du réseau et rappelle que ce projet reposait en partie sur des mécanismes faisant appel à des engagements de flux.

Nous estimons que ce type d'engagements contribue à la sécurité du réseau en y améliorant la prévisibilité des flux tout en évitant le surinvestissement et le surdimensionnement du réseau.